

# CONDAT DOIT VIVRE ! LES SALARIÉS ONT LA SOLUTION DE LA PÉRENNITÉ DE LEUR USINE

## QUELQUES RAPPELS ET CONSTATS :

La papèterie de CONDAT était la plus grosse papèterie d'Aquitaine. En 1990, 1 223 salariés travaillaient dans cette usine, avant l'arrêt de la fabrication de la cellulose, produite avec le bois de la région. Fabrication de pâte et papiers couchés pour impression écriture, cette entreprise performante a été victime de la course aux profits par les actionnaires successifs qui ont mis en place de multiples restructurations / suppressions de lignes / l'emploi est tombé à 900, puis 600, puis 400... Et éventuellement 250 si on laisse stopper la machine n°4...



Compte tenu de la casse programmée de ces dernières années par le groupe LECTA, casse industrielle et sociale (remises en causes de nombreux accords salariaux et des conditions sociales), rien ne permet de dire que la machine n°8 résisterait longtemps...

La CGT doit réaffirmer ses positions et revendications :

- **OUI : le marché du papier couché est toujours indispensable. Aujourd'hui le volume existe. La consommation en France est de plus de 300 000T**
- **OUI : l'augmentation des importations de papiers en France aggraverait l'emprunte carbone (transports routiers)...**
- **NON : il n'est pas victime d'une « digitalisation » inévitable.**

Le maintien de cette ligne n°4 :

- **Soit en réintégrant les marchés français et les volumes que la direction LECTA a transféré en Espagne / Italie, et en investissant pour améliorer l'outil de travail...**

**Nous devons, CGT et Pouvoirs Publics, exiger que LECTA rembourse les aides publiques qui lui ont été versées.**

- **Soit en diversifiant les produits, en investissant en conséquence.**

Nous devons, CGT et Pouvoirs Publics, exiger que LECTA rembourse les aides publiques qui lui ont été versées.

Cela nécessite un changement d'actionnaire : exiger, avec l'aide des Pouvoirs Publics, le retrait de LECTA de CONDAT ?

La CGT insiste sur les divers plans mis en place par la DG LECTA, qui n'avait qu'un seul but : éliminer « le concurrent CODAT » et récupérer tous ses marchés .

Le CRA FILPAC CGT appelle à une suspension immédiate de projet d'arrêt de la machine n°4 et des 400 emplois directs qu'il envisage, et souhaite une table ronde avec les pouvoirs publics locaux et la DG pour envisager un nouveau plan industriel, économique et social afin de pérenniser l'usine de CONDAT.

**LA LUTTE CONTINUE ! SAUVER LA MACHINE N°4, C'EST SAUVER LA N°8... ET LE SITE DE CONDAT !**